
ICANN79 | Forum de la communauté – Équipe de direction At-Large : séance de travail sur les priorités et indicateurs stratégiques
Samedi 2 mars 2024 – 10h30 à 12h00 SJU

MICHELLE DESMYTER : Cette séance va commencer. Veuillez lancer l'enregistrement. L'enregistrement commence.

Bonjour et bienvenue à cette séance du leadership de l'At-Large sur les priorités et les mesures. Je suis Michel DeSmyter, je vais gérer cette séance.

Cette séance est enregistrée et elle est gouvernée par les standards de comportement de l'ICANN. Durant cette séance, les questions et commentaires ne seront lieu à voix haute que lorsqu'ils sont soumis dans la boîte Q&A. Si vous voulez parler, levez la main sur Zoom et lorsqu'on vous appellera au micro, allumez votre micro. Pour les personnes qui sont dans la salle, ils vont utiliser un micro pour parler.

Nous avons une interprétation en français, en anglais et en espagnol. Donnez votre nom pour la transcription et la langue avec lequel vous allez vous exprimer. Parlez à un rythme raisonnable.

Avec cela, je vais passer la parole au président de l'ALAC, Jonathan Zuck.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

JONATHAN ZUCK : Je viens juste d'éteindre mon micro sur Zoom. C'est le syndrome de Stockholm.

Bonjour à tous. C'est le début de notre conversation ou le recommencement de notre conversation sur cette question des mesures et des indicateurs. Cela vient de la mise en œuvre de la révision de l'At-Large. Maintenant que nous allons vers ce que nous appelons l'amélioration continue, nous avons une conversation courante sur les mesures et les indicateurs. Il nous faut recevoir la rétroaction des personnes et recommencer cette conversation sur ces thématiques précises. Pouvons-nous mettre à l'écran mes diapositives, s'il vous plaît ?

MICHELLE DESMYTER : Oui, Jonathan. Donnez-nous quelques secondes, s'il vous plaît.

JONATHAN ZUCK : Pour ceux qui me connaissent depuis longtemps, vous savez que les indicateurs, c'est une passion pour moi. Il y avait d'autres PDG de l'ICANN qui m'appelaient toujours l'homme des indicateurs. Je suis une personne de la communauté de l'ICANN qui a une résolution du Conseil d'Administration qui porte mon nom et c'était lors de la réunion de Carthagène en Colombie. Bruce Tonkin, à l'époque, a nommé la résolution la résolution Zuck. Je pense qu'il y a une résolution qui s'appelle Tonkin. Voilà où nous en sommes.

Les indicateurs représentent un équilibre. On doit trouver une manière de mesurer les choses que nous faisons afin de savoir où nous en

sommes et pour savoir si cela fonctionne. Il faut toujours qu'il y ait un certain équilibre. On veut arriver à un moment où on peut vraiment mesurer le travail que l'on fournit et qu'on puisse étudier les résultats que produit ce travail en question.

Voilà les performances et les évaluations de programmes. Il y a deux sortes de mesures. Il y a les mesures et les indicateurs qui sont liés aux efforts. Ça, c'est lié aux personnes, aux participants, au travail que font les personnes au niveau individuel. On doit mesurer cela aussi souvent. Ce sont des mesures qui correspondent aux efforts. Ensuite, il faut mesurer les résultats. Ce sont les efforts, ce qu'on essaie de produire, combien de personnes participent aux réunions, combien de personnes continuent à travailler sur les projets. Eduardo avait démontré un exemple, d'ailleurs, à un certain moment, on a eu les résultats de NASIG parce que je sais qu'il a fait assez de travail sur ce projet pour avoir les données nécessaires pour justement mesurer ce projet.

Les mesures que l'on prend pour les activités par rapport à ce qu'on mesure pour les personnes, c'est plus axé sur les résultats. Ce sont des mesures dont on a besoin pour savoir ce que nous faisons au niveau des programmes. On a besoin d'avoir les connaissances, les capacités pour pouvoir agir différemment. On ne devrait pas avoir peur d'atteindre nos objectifs. Il nous faut prendre conscience de ce que l'on fait pour faire des modifications sur le parcours. Dans beaucoup d'organisations, les gens continuent à travailler sans vraiment savoir s'il y a des progrès qui sont effectués. C'est comme si on distribuait des petites pièces sur le trottoir pour voir si quelqu'un va s'arrêter pour les ramasser. C'est la même chose si on met une plus grosse pièce pour voir si cela fait une

différence, si les gens vont s'arrêter pour ramasser cette pièce. Prochaine diapo.

Une des choses dont on va parler, lorsqu'il s'agit de la révision de l'At-Large, nous savons que nous devons examiner nos objectifs, nos défis, les défis qui sont associés à ces mesures, s'il s'agit là de données géographiques ou autres. Dans ce sens, ce que j'aimerais faire, c'est de donner la parole à Cheryl pour parler en tant que personne qui est beaucoup plus engagée dans cette révision de l'At-Large, pour que Cheryl nous fasse une mise à jour de l'état des lieux. Avec la transition, on a eu des retards. Pour cela, je vais passer la parole à Cheryl.

CHERYL LANGDON-ORR :

Merci Jonathan. Est-ce que je peux vous demander, Michelle, de mettre à l'écran le document qui a été placé sur l'OEC pour ce qu'il s'agit de la mise en œuvre des recommandations de la révision de l'At-Large ?

Ce que l'on va faire aujourd'hui, c'est d'examiner qu'au sein de ces recommandations, on a les commentaires qui correspondent à 16 recommandations.

La recommandation 16 qui est à l'écran pour vous maintenant correspond aux éléments axés sur les mesures, les indicateurs. Il ne s'agit pas seulement des mesures sur le progrès ou sur les projets, ce sont les indicateurs qui correspondent aux personnes qui participent à l'At-Large. De façon historique, je suis un peu partenaire là-dessus avec Jonathan quand il s'agit des indicateurs. On a beaucoup de résistance au sein de notre propre communauté pour justement mettre en œuvre

ces mesures, à savoir comment nous agissions, ce que nous faisons, comment nous fonctionnons, si nous faisons ce que nous devons faire. Ce ne devrait pas être si compliqué que cela, mais en fait, on a toujours l'impression que c'est la cause de conflits pour beaucoup de personnes. C'est toujours pour certains d'entre vous une option, quelque chose qu'on a sur la table, un sujet de conversation. Avec cette recommandation 16, on voit qu'il devrait y avoir un mécanisme avec lequel les activités des membres individuels de l'At-Large pourraient être mesurées. Comment, combien ? On ne sait pas.

Une fois que cette recommandation 16 est arrivée sur la table – d'ailleurs, certaines de ces choses ont été mises en œuvre, mais pas toutes, je reviendrai là-dessus... En attendant, en résultat de nos recommandations par rapport au processus de la révision de l'At-Large, on a vu quels étaient les critères et les attentes des structures de l'At-Large et des membres affiliés individuels. Beaucoup de travail a été fait sous l'égide d'Alan Greenberg. Il y a quelque chose dont je ne me souviens pas. On a parlé du travail des membres non affiliés et il y a eu un accord sur six mesures. On est passé par cet obstacle qui était devant nous depuis longtemps et maintenant nous avons des critères. Ce n'est pas un plafond, c'est une fondation pour articuler les attentes de chacun d'entre nous.

Au-dessus de cela, il y a une couche de toutes les régions qui ont répondu aux recommandations et ces personnes ont examiné toutes ces attentes, ces critères, et elles ont regardé cela par rapport à leurs propres réglementations et leurs propres procédures pour voir si cela leur correspondait. Ainsi, tout le monde peut faire cela dans son

élément. Chacun peut utiliser ces recommandations, c'est la bonne nouvelle. Donc, on se trouve en bonne position par rapport où on en est. On sait où on en était et ce qu'on doit faire. Mais c'est le comment nous allons mesurer les choses.

Les indicateurs sont souvent basés sur les ressources que l'on a. C'est là que l'on doit examiner les choses et tirer parti de ce nouveau programme d'amélioration continue que l'on a mis en place. Vous pouvez voir cela sur la page CCG.

Excusez-moi si je parle en acronyme. Nous avons ce programme d'amélioration continue. Dans ce sens, je voudrais recommander à toutes les personnes qui y ont participé et qui participent à ce programme d'amélioration continue d'examiner cette page Wiki que nous avons. Bien sûr, il y a aussi un espace formel pour l'amélioration continue sur le Wiki et c'est là que nous faisons le travail intercommunautaire pour tous les AC, les SO, les RALO, les SG, etc. Tout le monde travaille sur cet espace. Mais pour notre communauté propre à l'At-Large, nous avons eu l'audace de créer un Wiki séparé qui se trouve sur l'espace OFB. C'est un peu un registre des activités de l'ALAC sur le programme d'amélioration continue, mais c'est aussi pour encourager les gens à mettre leur rapport au niveau régional.

Justine, vous avez parlé du rapport APRALO. Comme vous le voyez à l'écran, APRALO avait beaucoup de travail. Ils ont pris plein de notes. Continuez à dérouler. Pas de surprise là. Sébastien a aussi bien participé à ce projet d'amélioration continue sur un nombre de ces aspects parce qu'il s'agit aussi de l'équipe de l'ATRT3 et de la

recommandation 3.6. Sébastien, Vanda, et moi-même avons vraiment vécu toutes ces choses. Peut-être qu'on pourrait améliorer la situation. Ensuite, il y a NARALO qui a également établi un rapport.

Il s'agit d'un espace de partage qu'on peut consulter pour savoir quelles sont les régions qui mènent des activités similaires pour qu'on puisse, d'une façon ou d'une autre, harmoniser nos activités, émettre des recommandations, des lignes directrices et ce sera là cette fondation constituée de nos attentes. Si on y parvient – et je vous demande de revenir un peu dans le haut de ce document, Michelle, voilà les défis, vous pouvez vous arrêter là...

Lorsque nous avons établi le groupe de travail de la révision de la mise en œuvre il y a de nombreuses années, après la deuxième révision de l'At-Large, après toutes ces recommandations, la recommandation 16 était, selon certains, la recommandation qu'il nous serait facile de gérer. Pourquoi ? Parce qu'on nous disait qu'une activité bien spécifique allait être menée au sein de l'organisation de l'ICANN pour fournir un outil bien spécifique.

À un moment, on pensait que l'ICANN allait déployer tout cela. Mais on s'est rendu compte qu'aujourd'hui, cet outil n'est toujours pas du tout utilisé. Nous avons perdu cet outil sur lequel nous comptions pour nous rendre la tâche facile. Aussi, on ne peut pas s'attendre à ce que les membres de notre personnel et à ce que les bénévoles accomplissent des tâches lourdes et déraisonnées.

Aussi, en tant que communauté, nous devons réfléchir de manière intelligente à la meilleure façon d'établir des rapports sur ce qu'on peut

évaluer, sur ce qui est transparent, sur nos craintes. On se rappelle de cet outil intelligent sur lequel on pensait pouvoir compter, mais maintenant ce n'est plus possible. Certains nous demandent s'il y a un nouvel outil qui va être mis en place. Ce serait bien, mais cela reste un défi pour nous et nous n'avons plus de temps.

Maintenant, nous devons mesurer nos performances grâce à des indicateurs et ces indicateurs doivent être simples, clairs, nos objectifs doivent être atteignables, ils ne doivent pas représenter une charge financière énorme. Ce n'est qu'un début, le début du programme d'amélioration continue.

C'est tout pour moi. Je serai heureuse de répondre à vos questions. Hadia.

HADIA EL MINIAMI :

Merci Cheryl pour cette session très intéressante. Je voudrais vous poser une question sur le document que vous venez de nous montrer quant à l'amélioration continue. Je voudrais savoir ce qui est fait par rapport à l'ATRT3. Est-ce que les personnes qui participent au programme d'amélioration continue vont être les personnes qui vont améliorer ce document ? Merci.

CHERYL LANGDON-ORR :

Merci Hadia. J'imagine qu'on va vous envoyer le lien vers ce document dans la boîte de message Zoom. Effectivement, Tommi et moi-même avons été désignés par l'ALAC, et les RALO ont leurs propres personnes désignées. Nous avons cet espace qui nous permet de partager des

informations, mais c'est aux responsables régionaux de faire ce qu'ils pensent être nécessaire. Ce qui est nécessaire actuellement – et c'est notre premier devoir à faire –, c'est de faire le rapport des activités menées actuellement. La plupart de ces activités ne sont même pas des activités d'amélioration continue. Il s'agit de réaction par rapport à certaines étapes du processus de révision. Mais ce n'est pas un problème.

Autres questions ? Jonathan, je vous rends la parole.

JONATHAN ZUCK :

Merci.

Je voulais juste dire qu'il y a des outils qu'on peut utiliser. Il y a ce qu'on appelle le CES ; des formations du personnel ont commencé par rapport à cet outil et ils ont commencé à suivre certaines choses de près, par exemple la participation aux réunions, l'équilibre qu'on essaie de trouver.

Il y a un autre outil qui est lié à la gestion des projets. On en a vu une démonstration lors de la réunion qui s'est tenue à Washington D.C. Berry a beaucoup travaillé là-dessus pour la GNSO. On essaie aussi d'avoir une version simplifiée de cet outil pour les autres organisations, parce que la version de la GNSO est très dense et on n'a pas besoin d'autant d'informations pour utiliser cet outil. Mais cet outil est un travail en cours et il est basé sur un protocole qui s'appelle Smartsheets, si je ne m'abuse. Il s'agit d'un outil de tableau de gestion de projet qui est de plus en plus utilisé au sein l'ICANN.

CHERYL LANGDON-ORR : Si je puis me permettre, j’imagine que les outils que nous allons utiliser sont des outils intelligents, surtout si c’est Berry qui les développe. Mais je pense qu’il est important de reconnaître qu’il serait peut-être bénéfique de permettre à certaines personnes d’établir des rapports afin de savoir combien de temps le personnel doit passer sur la collecte de données, car même si on a accès à l’outil, il se pourrait que certaines choses ne fonctionnent pas. Nous devons reconnaître que parfois nous ne pouvons pas avoir accès à certains systèmes pour diverses raisons, ce qui signifie que les ressources que nous devrions utiliser pourraient être complexes. Mais on peut commencer maintenant à y travailler, dans les régions notamment, notamment avec les activités quant à la révision des règles de procédure.

Si vous vous êtes inscrit pour pouvoir participer à ce processus de révision, cela veut dire que votre nom a été inclus dans le tableau et qu’on a bien pris note de votre participation. Si vous n’étiez pas là et que vous avez présenté vos excuses, très bien. Mais ensuite, on va vous donner une réponse algorithmique qui va vous dire si vous avez bien agi ou pas. Vous seriez surpris de savoir combien de personnes étaient surprises des résultats.

Aussi, il y a aussi un autre point important. Le taux de participation et d’efficacité, ce ne sont pas la même chose. Le simple fait de participer à un appel Zoom ne veut pas dire que vous êtes efficace.

Je vais m’arrêter sur ce point.

et indicateurs stratégiques

FR

JONATHAN ZUCK : Effectivement, ce n'est pas toujours facile d'utilisation.

Alan, je vous en prie

ALAN GREENBERG : Merci. Cheryl a parlé de la mobilisation des ALS, des structures At-Large. Ce processus peut nous permettre de savoir quelle est l'efficacité des ALS, mais on peut aussi en revenir aux statuts constitutifs et se demander pourquoi nous avons des ALS. Ces recommandations ont été approuvées par l'ALAC et par les RALO il y a quelques années. Cela nous a demandé beaucoup de temps pour nous rendre compte qu'on était prêts à déployer ces recommandations. On est presque prêts à les déployer, à les mettre en œuvre, on le fera bientôt. Et une exigence liée à ces recommandations consiste à dire que les RALO doivent passer davantage de temps et d'énergie à se concentrer sur les ALS qui ne sont pas créditées, qui parfois sont mises de côté. Certains d'entre vous ne seront peut-être pas très contents car cela va impliquer une charge de travail plus élevée, mais cela rendra ces groupes plus efficaces dans leurs activités. Nous allons poursuivre ce travail. Merci.

JONATHAN ZUCK : Merci Alan. Effectivement, l'effort vise à permettre de meilleures interactions avec les ALS. Je sais que ce n'est pas l'option que préfèrent beaucoup de personnes, mais l'idée est vraiment d'optimiser notre flexibilité.

Une réunion concernant l'AGM a été manquée par beaucoup de personnes, peu de personnes ont participé à cette réunion. Sally a parlé de la distribution des logiciels et elle nous a donné un exemple de l'entreprise pour laquelle elle travaillait autrefois. À cette époque, lorsqu'on se rendait dans un magasin pour acheter un logiciel il y a quelque temps déjà, il y avait ces magasins qui vendaient ces logiciels, et si vous étiez créateur de logiciel tel que Microsoft et que vous vouliez avoir une place sur le marché français, il fallait avoir des contacts avec un distributeur avec lequel vous alliez travailler en France. Ce distributeur, lui, avait des contacts avec tous ces magasins. Microsoft avait des contacts avec le distributeur, ensuite le distributeur plaçait les produits sur le marché avec les commerçants et c'est un peu le même modèle qu'on a actuellement avec les RALO et les ALS. Il s'agit de connaître ses clients mais ce sont les RALO qui doivent connaître leurs clients. Par exemple, une RALO va dire : « Moi je connais Bob dans l'ALS 3, il aimerait bien avoir ceci ou cela parce qu'il doit traiter de questions de sécurité par exemple » ; il faut savoir tout cela. Tandis que l'ALS 7 ne se soucie pas du tout de cette question-là parce qu'ils se concentrent plutôt sur les questions de respect de la vie privée. Il y a ces contacts étroits qui doivent être établis avec les vendeurs et c'est très important, mais c'est la responsabilité des RALO.

ALAN GREENBERG :

J'ai déjà dit qu'on en était revenu aux statuts pour savoir pourquoi nous avons des ALS. La réponse était très simple : on veut des ALS parce qu'il s'agit de personnes qui travaillent sur le terrain, des personnes qui s'intéressent à ce qu'on fait. Mais après avoir répondu à cette question,

on s'est dit qu'on ne parlera jamais avec ces personnes, on ne sait pas qui sont ces membres des ALS. On ne cherche pas à savoir quels sont les participants, les membres de ces ALS. On ne s'entretient qu'avec leurs représentants et non pas avec leurs membres. Dans nombre de cas, on se rend compte que les membres des ALS ne savent même pas ce qu'est l'ICANN, ils n'en ont jamais entendu parler. Ils ne savent même pas que leur groupe est membre de l'ICANN et ils ne savent pas ce que fait l'ICANN. Le défi à relever, c'est de revenir aux racines. On veut des ALS parce qu'on veut leurs membres en fait et pour cela, on doit pouvoir interagir avec eux. Je pense que c'est vers cela que l'on tend.

SERGIO SALINAS PORTO :

Bonjour, je vais m'exprimer en espagnol.

À LACRALO, nous travaillons sur ces mesures. Nous travaillons sur le thème de ces indicateurs. Nous ne savons pas ce que nous devons mesurer. Nous ne voulons pas être abusifs à séparer les choses qui sont importantes des choses qui ne le sont pas. Nous avons beaucoup d'ALS dans notre région qui sont inactives. Les attentes qu'ont ces ALS vis-à-vis de l'ICANN sont distinctes. Si nous sommes 15 ou 20 organisations, c'est différent que si nous étions une centaine. Notre défi premier, c'est d'équilibrer et d'organiser tout cela pour pouvoir avancer afin de décider du bon fonctionnement des choses.

Quand il s'agit de la mobilisation, il nous faut veiller sur la qualité de notre participation. Peut-être ne s'agit-il pas de la qualité que nous espérons tous, ce que nous avons en fait.

Comme disait Alan, pourquoi avons-nous des ALS ? C'est un peu comme si on se demandait pourquoi il y a des syndicats. Il y a des syndicats pour les travailleurs, pour que les travailleurs puissent communiquer en collectivité avec les patrons, pour qu'il y ait quelqu'un qui représente le collectif vis-à-vis du patron. C'est un peu pour équilibrer la symétrie entre les deux groupes. Quand il s'agit d'une personne individuelle, le fonctionnement est asymétrique. Nous voulons pouvoir faire véhiculer le message à travers tous les groupes. Nous devons pouvoir faire passer le message. C'est pour cela que nous avons des ALS, pour pouvoir communiquer et faire passer le message.

J'ai pensé à une chose quand Cheryl a parlé : je pense qu'on en est arrivé à un point de la discussion où nous pouvons savoir exactement qui participe à l'ALAC et qui ne participe pas. Si on en est là, on parle des gens qui vont participer à l'ALAC, le système ascendant doit fonctionner ; ainsi, les régions doivent avoir des représentants. Il y a des régions qui ont moins de pays, comme l'Amérique du Nord qui a deux pays avec un État associé bien sûr, mais qui a deux pays ; c'est beaucoup plus facile de définir les choses, surtout quand l'anglais est la langue de participation qui gère les réunions.

Il y a des diversités historiques sur certains continents et c'est bien compliqué d'étudier les attentes de chacun. Je ne veux pas parler de l'Asie-Pacifique parce que je ne sais pas comment ils dirigent les choses, mais nous, en Amérique du Sud, je peux parler de la situation.

Pour terminer, Jonathan, je suis très préoccupé que nous parlions du fait que l'ALAC va définir qui vient à telle ou telle réunion. Ceci me

préoccupe et je pense que ceci préoccupe toutes les personnes dans ma région. Cela ne me préoccupe pas seulement moi. Cela me fait de la peine qu'on ait à parler de cela maintenant, cela me préoccupe beaucoup d'avoir à définir qui vient ou qui ne vient pas à telle ou telle réunion.

JONATHAN ZUCK :

Merci Sergio, merci de vos commentaires. Il s'agit là de la manière dont nous discutons des choses, nous devons le faire d'une manière sensible. Dans certains cas, nous savons qu'il y a des places pour telle ou telle réunion. Il y a des réunions qui sont plus intéressantes pour plus de personnes, il y a plus de personnes qui veulent aller à tel ou tel endroit. Donc, il nous faut mettre en œuvre des critères qui sont basés sur les performances plus que sur les titres ou les postes que chacun occupe. Quand il s'agit des voyages, ce ne sont pas des reconnaissances, ce sont des missions utilitaires, cela a à voir avec le travail que nous faisons. Il y a des gens qui ont des titres mais qui ne participent pas vraiment. Ces personnes-là n'ont pas besoin de venir aux réunions. Je suis désolé, c'est aussi simple que cela. Je n'ai pas honte de le dire comme cela.

En tant que participants, il nous faut être actifs pour venir aux réunions. Il faut trouver la manière équitable de faire les choses. Je n'essaie pas d'être négatif, mais il nous faut des critères pour prendre des décisions. On pense que la diversité est très importante, mais si quelqu'un ne participe pas, cette diversité ne nous intéresse pas. Peu importe ce que

la photo de groupe va représenter, il nous faut des gens qui participent, qui sont actifs.

Est-ce que quelqu'un veut dire quelque chose là-dessus avant que je passe au prochain sujet ?

SERGIO SALINAS PORTO : Merci Jonathan. Je comprends votre point de vue. Ce que je ne comprends pas, c'est la façon dont on fait les choses. Ce pouvoir de prendre ces décisions devrait être accordé à la région. Il devrait y avoir un comité pour prendre cette décision. Le résultat de chaque décision prise par la région devrait avoir foi. Bien sûr qu'on voudrait des représentants qui participent, cela nous aiderait, mais il faudrait que ce soit très clair. Le pouvoir devrait être au niveau de la région et seulement. Nous sommes les représentants de nos régions. C'est une organisation ascendante, cela va du bas en haut. Les gens qui sont en haut ne peuvent pas définir ce qui se passe en bas.

Je considère que l'ALAC pourrait envoyer des informations, des documents et la région pourrait définir. Ce n'est pas l'ALAC qui devrait prendre la décision. Sinon, cela n'a pas de sens. On pourrait faire un gouvernement des meilleurs de la région et on pourrait envoyer personne. Voilà, je vous donne ce que je ne veux pas qui se produise. Je vais lutter contre le fait qu'il y ait un groupe de personnes qui définit ou qui prend la décision pour les régions. Pour moi, ce n'est pas correct, désolé.

JONATHAN ZUCK :

Oui, bien sûr, nous continuons à parler de cela. C'est un processus ascendant qui comprend des représentants qui viennent des régions différentes pour étudier des questions. Ce n'est pas la décision d'une personne, c'est du travail qui doit être fait dans le contexte de l'ICANN et de ce que devrait faire l'ICANN. Nous devons discuter là-dessus. Je pense que de ce côté-là, on n'est pas forcément alignés. Mais j'apprécie vraiment l'interaction entre nous, le dialogue.

Amrita, vous voulez prendre la parole ? N'oubliez pas que nous avons un chronomètre de deux minutes pour chaque intervention, donc il nous faut faire attention. On n'est pas encore habitué. Vous allez être la première victime, Amrita : vous avez deux minutes.

AMRITA CHOUDHURY :

Deux, trois points de vue. Tout d'abord, pour répondre à Alan, oui, peut-être qu'il y a des ALS qui sont actives ou pas. Il faudrait essayer de trouver des manières nouvelles pour qu'ils s'engagent, pour qu'ils s'impliquent. Nous avons par exemple une liste de diffusion. Nous savons que certains membres d'ALS sont actifs, d'autres ne le sont pas. Il faut trouver des manières de les impliquer. C'est le premier point. Cela dépend de la dynamique de votre région. Vous pouvez faire modifier les choses.

Sergio, par rapport à ce que vous disiez, il y a deux aspects différents à mon avis. Quand on parle de l'At-Large, on parle des RIR, des représentants qui travaillent dans les régions, et aussi on a des personnes qui sont nommées dans les différents conseils, par exemple les représentants qui sont à l'ALAC. Si on examine l'At-Large – et on en

a parlé durant la séance de formation –, on essayait de différencier entre le NCSG, le NPOC, etc. Et je l'ai dit, la différence que fait l'At-Large au sein de l'ICANN, c'est que nous, on n'est pas là pour élaborer des politiques, mais on donne des conseils aux différents groupes. Cependant, les politiques de l'ICANN ne sont pas décidées dans une bulle, il faut qu'elles soient acceptées. Et quand l'ICANN veut parler dans chaque pays ou dans chaque région, les ALS ont un point de vue. Les ALS nous permettent de mieux comprendre les choses au niveau régional ; on peut parler de l'éducation malveillante du DNS, de la gouvernance, de l'acceptation universelle, etc. C'est pour cela qu'on a un pouvoir qui est nécessaire. Il faut alimenter ce pouvoir, alimenter en même temps les politiques. On ne peut pas avoir quelqu'un qui dicte quelque chose et quelqu'un qui pousse. Ces décisions doivent être prises par rapport aux besoins, aux choses qui sont nécessaires.

Les mesures dont on parlait doivent être différentes pour chacun. Si quelqu'un travaille sur l'engagement, sur la sensibilisation, etc. si ces personnes sont des liaisons vis-à-vis d'un gouvernement, on sait que ces personnes vont avoir des défis et on doit le reconnaître. D'une autre manière, quelqu'un qui a le pouvoir mais qui ne vient pas, c'est de la connerie. Excusez-moi, mais on ne peut pas penser à un côté ascendant, descendant, etc.

JONATHAN ZUCK :

Je ne sais pas, mais je pense que vous avez bien résumé les choses. Merci. Nous devons appliquer de la rigueur dans les choses que nous décidons pour que les choses soient bien comprises. Ce que nous

essayons de faire, c'est d'être objectifs dans le processus. Nous ne pouvons pas dire que c'est la décision de Bob à savoir qui vient, qui se déplace et qui va à telle ou telle réunion. Cela ne peut pas être la réponse parce que dans ce sens-là, ce sera : « Il y a mon copain qui vient, etc. » Non, il faut que ce soit lié aux performances, que ce soit dans le contexte de l'ICANN ou au niveau régional. Je suis complètement d'accord avec vous, je voulais juste clarifier les choses. Il doit y avoir un élément clé pour décider du cadre de travail que l'on a va utiliser.

Sébastien d'abord. Allez-y Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET :

En français.

Comme je n'ai que deux minutes et j'ai déjà perdu 15 secondes en disant que je parlais français. Je vais dire très clairement, Jonathan, je suis en total désaccord avec toi, total, et je pense que je ne suis pas le seul. Le problème c'est de savoir comment les uns et les autres vont avoir la possibilité de s'exprimer quand il y a une telle poussée dans la salle par le président et par d'autres pour dire : « C'est comme cela qu'il faut faire. »

Non Jonathan, ce n'est pas comme cela qu'il faut faire parce que tu ne peux pas savoir et personne ne peut savoir ce qu'une personne fait dans une réunion de l'ICANN. Il peut y avoir des personnes qui sont dans cette salle qui ne disent rien, qui ne parlent pas un seul instant dans une réunion comme celle-ci, pour plein de raisons. La première, c'est que le pouvoir est à ceux qui parlent le plus et que le jour où on les fera taire

et qu'on laissera les autres parler, peut-être que ce sera plus simple et je fais partie de ceux-là. Je n'ai pas de problème avec cela. Mais ils peuvent passer beaucoup de temps à faire des choses ailleurs, à rencontrer des gens, à discuter avec d'autres groupes, et cela, comment le mesures-tu ? Ce n'est pas toi qui le vois, personne ne le voit, mais ils le font. Le fait qu'ils entretiennent leur communauté dans leur région, le fait qu'ils rencontrent d'autres membres de la communauté est aussi important, qu'ils discutent avec du staff sur un certain nombre d'autres choses.

Si on leur dit : « Non, votre devoir c'est d'être ici, c'est de parler ici et c'est de faire ce que je souhaite entendre de vous », cela ne fonctionnera pas. Nous sommes élus et quand je dis « nous », ce sont les responsables des RALO, les membres de l'ALAC ; nous sommes élus pour participer à la réflexion et pas pour dire : « Toi tu n'as pas fait ce que je voulais. Donc dehors, c'est quelqu'un d'autre qui va prendre ta place. » Cela ne peut pas fonctionner dans une organisation du bas vers le haut, cela ne peut pas fonctionner à l'ICANN. Donc, je vous demande de ne pas aller dans cette direction Et je souhaiterais que mes amis de l'ALAC aient bien conscience de ce qu'on leur demande de faire ici, parce que cela ne peut pas fonctionner comme cela. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Sébastien. Je pense que c'est une discussion plus longue qu'on doit avoir.

AZIZ HILALI :

L'ALAC a été créée d'abord par rapport aux ALS. Je me rappelle que les ALS, c'est elles qui ont signé un mémorandum avec l'ICANN. Absolument, j'étais là en 2003, je me rappelle, on était ensemble et on a discuté de la création de l'ALAC. On voulait que ce soit une communauté qui représente toutes les régions et que ce soit des organisations, des associations locales qui travaillent d'abord localement. Donc le principe de l'ALAC, c'était d'avoir des représentants au sein de l'ICANN qui viennent préciser un peu ou parler des problèmes au niveau de la gouvernance d'Internet d'abord au niveau local.

Le deuxième point que je voudrais aussi signaler, nous-mêmes au sein d'AFRALO dont je suis membre, nous avons essayé de mettre en place des mesures. Je me rappelle, Cheryl avait lancé cette discussion des mesures il y a je ne sais plus combien d'années mais il y a plusieurs années, et jusqu'à aujourd'hui, on n'est pas arrivé à un système de calcul de mesures de chacun. Comme disait Sébastien tout à l'heure, est-ce que ces mesures vont tenir compte de ce que fait telle personne, qu'il soit membre de l'ALAC ou qu'il soit membre du leadership de sa région ? Est-ce qu'on va inclure les activités que fait cette personne localement ? Je pense que même si on prend l'ISOC, l'ISOC aussi, nous sommes des chapitres qui sont représentés un peu partout dans le monde et on fait des activités et on fait des rapports au niveau de l'ISOC, c'est ce qu'on devrait faire, c'est ce qu'on devrait demander. Oui, c'est inclus, je sais, mais ce n'est pas très bien fait comme à l'ISOC. On devrait aussi inclure... Comme moi par exemple, on était au Tchad dernièrement, Sébastien, Tijani et moi-même où on a parlé beaucoup

de l'ICANN, on a parlé beaucoup des politiques qui se sont développées au sein de l'ICANN. Est-ce que cela va être inclus dans ces mesures ou pas ? Est-ce qu'on va mesurer simplement le fait qu'on vient ici pendant une semaine et qu'on parle des sujets ou certains sujets ? Je tiens à signaler que certains sujets sont moins importants pour une région par rapport à une autre.

On parle des nouveaux gTLD ; c'est vrai que les nouveaux gTLD, j'ai posé une question lors de la réunion du CPWG cette semaine où on a déjà eu des résultats concernant les nouveaux gTLD où l'Afrique avait 7 ou 17 nouveaux gTLD sur le programme de soutien où personne n'a été pris. Est-ce qu'on va répéter les mêmes erreurs ?

Juste pour résumer, nous voulons que ce soit des mesures – moi, je ne suis pas contre les mesures. Nous voulons [inaudible] au sein d'AFRALO et on n'y arrive pas. On n'arrive pas à décortiquer des ALS qui ne sont pas actives, etc. Voilà, merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci. Encore une fois, mon objectif n'est pas de dire que c'était simple. Et je suis d'accord en dehors de tout ce qu'on fait au sein de cette réunion aussi, tout cela doit être inclus dans le système. Vous avez parlé de Sébastien et de Tijani qui n'est pas ici non, pas parce qu'il n'a pas de titre, mais parce qu'il est engagé sur l'ASP, le programme de soutien aux candidats. Il y a donc des personnes qui travaillent à l'élaboration de documents, qui mènent des discussions, qui participent aux groupes de travail qui ne sont pas ici. Il faut trouver un moyen d'inclure ces personnes au sein des réunions de l'ICANN. Et je refuse d'accepter

qu'on dise qu'il soit suffisant qu'une personne ait eu des conversations à la pause-café avec une autre. Il faut plus d'objectivité. C'est l'objectif que je cherche à atteindre.

Si vous voulez changer la composition de l'ALAC, n'hésitez pas, vous pouvez me licencier. Mais il nous faut plus d'objectivité quant à nos pratiques. Au sein d'ATLAS par exemple, nous avons besoin que les personnes qui effectuent un travail soient dans la meilleure position pour bien nous représenter et pour représenter le travail qu'on fait.

Alan, vous avez la parole ensuite il me semble. Vous avez deux minutes.

ALAN GREENBERG :

Merci. Je demanderais aux membres du personnel de faire résonner une petite sonnette lorsque les deux minutes sont épuisées.

Maintenant, je voudrais utiliser mon temps de parole pour dire ceci. Les statuts constitutifs de l'ICANN placent l'ALAC et lui donnent la possibilité de prendre des décisions pour la communauté At-Large. L'ALAC est le seul organe qui peut prendre des décisions au nom de l'organisation. L'ALAC est constituée de 10 personnes qui nous viennent des RALO. Les RALO ont une voix au sein de l'ALAC, mais cela ne change rien au fait que l'ALAC a la responsabilité de prendre des décisions. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Alan.

Claire, je vous en prie. Pardonnez-moi, je n'ai pas fait attention aux questions sur le chat de Zoom, je les passerai en revue par la suite. Et pardonnez-moi si vous avez attendu pendant longtemps pour poser votre question.

CLAIRE CRAIG :

Bonjour à toutes et à tous. Je sais que ce sujet est un sujet très sensible. On n'a pas encore vraiment fait cela jusqu'à présent. Le changement peut parfois être difficile. Moi, je suis là, assise, j'entends parler d'objections à des mesures dont on n'a même pas encore parlé, des objections et des propositions qu'on n'a pas encore soumises, et c'est la raison pour laquelle nous sommes ici. Il s'agit de comprendre ce que l'on peut faire pour garantir que notre système soit équitable et qu'il desserve les intérêts de notre communauté.

J'ai entendu Alan parler du rôle de l'ALAC, c'est important. Ensuite, une autre personne a parlé du rôle de ses membres et de la possibilité d'avoir une place à la table des négociations aussi. Essayons ensemble de déterminer quels sont les indicateurs qui nous permettraient de faire fonctionner le système. Il est important pour nous de fixer des objectifs qu'on pourrait mesurer, mettre en œuvre. Si nous sommes trop abstraits, parfois certaines personnes sont un peu émotives quant à ce qu'on fait, il y a des désaccords. L'idée vraiment ici est d'identifier des objectifs clairs et intelligents. Nous devons pouvoir nous fixer des objectifs qu'on peut mesurer, qu'on peut comprendre, auxquels on peut associer des calendriers et qu'on est certain de pouvoir atteindre. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Claire.

Abdulkarim.

ABDULKARIM OLOYEDE :

Merci. Tout d'abord, je voudrais dire que je pense que la discussion que nous avons est une très bonne discussion. Mais parallèlement, nombre d'éléments doivent être pris en compte. Alan nous parlait de nos interactions avec les ALS. Je pense que le rôle des ALS est important et que nos représentants doivent pouvoir interagir avec les ALS. La communauté At-Large doit s'entretenir avec les membres des ALS directement et nous n'avons aucune disposition, aucune clause liée aux membres des ALS. Il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas la possibilité d'assister à nos réunions parce que nous n'avons aucune clause prévue à cet effet. Tout cela est très difficile pour ces personnes.

Parfois, et je pense que vous le savez, être à une réunion en présentiel ou à distance, c'est très différent. Il ne s'agit pas seulement de faire en sorte que les ALS participent à nos réunions. Il faut interagir avec les ALS et leurs membres.

Nous devons aussi comprendre pourquoi certaines personnes ne s'expriment pas lors des réunions. Sébastien a mentionné une des raisons. Pour certaines personnes, il y a des barrières linguistiques. Il y a des personnes qui ne s'expriment pas mais qui écoutent par contre et c'est une contribution en soi. Quand on parle d'indicateurs, si vous dites qu'une personne ne s'exprime pas lors d'une réunion et donc qu'elle ne

contribue pas, au contraire, il y a des personnes qui s'expriment juste pour le fait de s'exprimer et qui n'ont rien de bon à dire.

Quand on parle d'indicateurs, il faut aussi prendre en compte le fait que certaines personnes travaillent à temps plein. Ces personnes sont fatiguées. Il est facile pour certaines personnes qui sont à la retraite d'avoir le temps de participer à ces réunions, de s'exprimer. Il faut prendre tout ceci en compte et le système est un peu plus en faveur de ceux qui élaborent les politiques, je pense. Si une personne a un travail à temps plein et que je dois en plus après ma journée participer à une réunion de l'ICANN, non, je n'ai plus envie de parler.

Oui, certes, nous devons avoir des indicateurs, mais ces indicateurs ne doivent pas décourager les personnes de participer à nos réunions. Ils doivent, au contraire, encourager un certain groupe de personnes de continuer à participer à nos réunions comme on l'a toujours fait. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci, je pense que c'était de très bons éléments de discussion, effectivement. Effectivement, c'est un travail tout ceci et on doit définir ce en quoi consiste ce travail. S'il y a des personnes en fait qui ne peuvent pas effectuer ce travail, cela veut dire qu'ils ne devraient pas participer à l'ALAC, qu'ils ne devraient pas être membres. C'est un travail, un travail de bénévoles, certes, mais c'est un travail et il y a des attentes.

AMRITA CHOUDHURY : Je pense qu'il s'agit de responsabilités qu'ont décidé d'endosser certaines personnes. Ce n'est pas un travail.

JONATHAN ZUCK : Oui, mais il y a toute une série d'attentes. Si vous ne faites que vous pointer lors des réunions et de voter, cela ne signifie pas que vous êtes un véritable membre de l'ALAC. Donc, on doit définir ce que c'est. Je ne dis pas que je sais ce qu'est ce travail, mais si j'ai un titre et que je n'ai aucune autre responsabilité, ce serait une erreur. Nous avons déjà vu les résultats de ce genre de pratiques. Ici, je pense qu'on doit trouver un terrain d'entente, c'est tout, un juste milieu.

Oui, s'il y a des personnes qui sont trop occupées sur le côté pour participer à l'ALAC, dans ce cas, il faut changer la composition de l'ALAC. On ne peut pas nous dire : « Je suis trop occupé et puis d'un coup, je suis libre et je peux venir voyager. »

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Dans mon pays, certaines personnes sont à la retraite à partir de 50 ans ou de 60 ans. Dans d'autres pays, c'est 70 ans. Donc, ils ont la possibilité plus tôt ou non de participer à l'ALAC.

JONATHAN ZUCK : Oui, mais vous travaillez, vous participez. Mais en fait, si l'on a que votre nom et pas la personne qui participe à l'ALAC, ce n'est un problème. Ici, je ne vous vise pas vous personnellement, bien sûr. Il y a certaines personnes qui n'ont pas le temps de participer à l'ALAC, je le

comprends, mais si c'est le cas ou si vous n'avez pas le temps, ne venez pas, ne participez à l'ALAC. Si vous venez alors que vous n'avez pas le temps de le faire, cela n'a pas de sens.

Bill Jouris a la parole ensuite.

BILL JOURIS :

Je suis aussi ravi de parler d'indicateurs comme les autres. Mais avant qu'on avance encore plus, on doit se demander ce qu'on va faire avec ces indicateurs si on les a. Vous allez dire, vous ne parlez pas durant les réunions, donc pourquoi est-ce qu'on va payer pour que vous puissiez vous déplacer et venir ? On va arrêter de vous faire voyager, on va vous dire qu'untel ne fait rien. On va dire par exemple à la RALO : « Votre représentant ne participe pas, trouvez-en un autre. » Qu'est-ce qu'on va faire ? Il faut trouver ce que nous essayons de faire, à savoir tout d'abord quelles sont les mesures ou quels sont les indicateurs que l'on va utiliser.

JONATHAN ZUCK :

Je n'ai pas la réponse. C'est ce qu'il faut qu'on décide. Si on planifie les voyages pour un événement, les premières personnes qu'on devrait choisir, ce sont les personnes qui sont nécessaires pour la réunion. Cela n'a rien à voir avec les titres ou les positions de ces personnes. Il nous faut les personnes qui vont participer aux discussions, les leaders des discussions. Ce pourrait être les premiers indicateurs que l'on devrait utiliser. Je sais que vous n'êtes pas en accord avec cela. C'est mon opinion. Je n'ai pas le dernier mot là-dessus, vous avez donné la même

opinion plusieurs fois. Je réponds à la question par rapport à ce qu'il me disait, que pensez-vous que l'on doit faire.

Hadia, vous voulez prendre la parole ?

HADIA EL MINIAMI :

Je vais parler de deux choses : tout d'abord des ALS vis-à-vis des utilisateurs individuels et ensuite, je vais parler des indicateurs.

L'ALAC a été créé de façon à créer un espace pour les utilisateurs finaux pour qu'ils fassent partie de la communauté ICANN et qu'ils puissent s'exprimer, exprimer leurs intérêts. Le moyen par lequel nous avons décidé de le faire, c'est de créer des membres ALS. De cette manière, les membres individuels sont les utilisateurs finaux, pas les ALS. Ainsi, on pouvait rallier des utilisateurs finaux au sein de la communauté ICANN. Ces utilisateurs qui sont membres des ALS doivent pouvoir directement communiquer avec l'ICANN et participer à l'At-Large, à l'ALAC, etc., et pas forcément à travers leurs représentants. C'est mon premier point.

En deuxième point, quand il s'agit des indicateurs, des mesures dont on a parlé, je pense qu'on est tous d'accord que les mesures sont nécessaires. Nous avons tous besoin d'un système d'indicateurs et de mesures, mais nous ne sommes pas d'accord sur la personne ou l'entité qui va mesurer. Comment ces mesures vont être utilisées ? Amrita en a parlé, je pense, les RALO mettent en œuvre des événements qu'elles ne peuvent qu'elles-mêmes mesurer. Quand on parle des indicateurs, des mesures, elles devraient être prises par les RALO. Ceci aussi est lié à l'ALAC ; c'est partagé entre les RALO et l'ALAC.

Je pense que les RALO ne vont être en désaccord, mais les RALO ne veulent pas qu'il y ait un représentant de l'ALAC dans une réunion, qu'il représente une RALO ou pas, qu'il effectue son travail ou pas, même si cette personne ne s'exprime pas. En fait, est-ce qu'il y a une manière pour une RALO d'obliger un membre qui ne s'exprime pas de se retirer ?

Si on suit les statuts constitutifs, il y a une période de temps pour les membres, pour leur participation. Cependant, cela ne permet pas aux membres d'être là pendant trois ans et de voyager, etc. Ce représentant ne peut pas représenter la RALO convenablement. Est-ce qu'il y a une façon de destituer ce membre ?

JONATHAN ZUCK :

Pari, vous voulez prendre la parole ? Attendez, il faut que l'on finisse sur ce sujet.

PARI ESFANDIARI :

Quand il s'agit d'indicateurs, je ne pense pas que qui que ce soit ait un problème avec cela. Cependant, ces mesures doivent être qualitatives et non quantitatives.

Ensuite, allez vous introduire des mesures en termes de manière dont les membres s'engagent, s'impliquent ? Ce n'est pas juste par rapport aux devoirs des membres, mais on doit savoir exactement s'il s'agit des gens qui viennent, qui participent, etc., ou s'il s'agit d'autres critères.

Il nous faut défendre les principes démocratiques. Le langage qui vient de la direction est un peu difficile à comprendre pour moi. Dans

d'autres organisations, c'est différent. Mais quand c'est du travail bénévole, c'est compliqué pour moi. Il y a de l'hostilité parfois et cette hostilité vient du langage utilisé. Je pense que les représentants d'une organisation qui essaie de représenter certains principes et valeurs, dans ce sens, cela me pose un souci.

Dans beaucoup de réunions, il ne s'agit pas seulement de parler. Il y a beaucoup de personnes qui rejoignent des groupes de travail ou des groupes conseils, ils ne sont pas forcément là pour parler. Ils écoutent pour savoir quelles sont les différentes opinions, les idées. Les membres qui peuvent participer, parfois, répètent les choses qui ont déjà été exprimées. Parfois, si on veut parler d'efficacité, il nous faut penser qu'ils ne participent pas forcément. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Pari, beaucoup de bons éléments ici. Oui, je soutiens aussi le processus démocratique. On ne peut pas mandater quoi que ce soit à un comité qui va décider. Ce n'est pas quelque chose qui viendra d'une façon descendante.

PARI ESFANDIARI :

Oui, mais le langage est agressif. Il faut faire attention.

JONATHAN ZUCK :

Il nous faut mettre en place des politiques de déplacement. Par exemple à la NCUC, si on veut voyager, il leur faut faire des rapports des séances auxquelles on participe. Peut-être que c'est une façon de faire

les choses. Mais cette idée de s'exprimer durant une réunion n'est pas un exemple précis, c'est plutôt une métaphore pour parler de la participation au travail que l'on met en œuvre. Ce n'est pas forcément si on parle durant une réunion, mais si on est un participant actif en général. Et définir cela, justement, fait partie de l'exercice, c'est compliqué. Je ne prétends pas avoir toutes les réponses.

Je pense que Greg Shatan veut prendre la parole.

GREG SHATA :

Je pense que le terme « participation » et même le terme « contribution » doivent être expliqués ou étayés. Quand on parle à une réunion ou pas, ce n'est qu'un aspect de cela. Faire un rapport par la suite, c'est un autre aspect. Si on est là durant les réunions du conseil, on peut être tout à fait muet et ne pas participer, mais on ne peut pas toujours être là à ne rien faire, inactif. Il y a des gens qui vont à ces réunions et qui vont à la plage, qui vont au musée, qui vont faire des courses, qui ne participent pas aux réunions. Si c'est le cas, ceci pose un problème.

Je suis inquiet. Je ne veux pas que les RALO pensent qu'on est là pour distribuer des billets de voyage pour les réunions de l'ICANN. On doit mettre en œuvre ces critères, ces indicateurs de performance, et que ces indicateurs soient qualitatifs pour à la base savoir exactement pourquoi les personnes viennent réunions, ce que ces personnes veulent accomplir et comment ils vont le faire. Ces personnes qui viennent aux réunions doivent pouvoir faire les choses qu'ils veulent faire. Il y a des dizaines de manières de participer et de contribuer et ce

que l'on fait doit être assez nuancé. Si l'on fait les choses de la bonne manière, il ne devrait pas y avoir de jeu de force entre le leadership des RALO et le leadership de l'ALAC. Tout ceci devrait être logique. On devrait voir qui vient aux réunions pour la bonne raison.

JONATHAN ZUCK :

Merci Satish.

Vous avez la main levée ? Amrita, vous voulez participer aussi ?

SATISH BABU :

Nous rentrons dans une discussion très intéressante. Que ce soit des accords ou pas sur les indicateurs, ce qui va se passer au niveau régional, etc., est-ce que ces mesures vont s'appliquer à tout le monde ? Est-ce que nous allons ajouter des mesures pour chacun ? La discussion est ouverte. On est tous d'accord, on a besoin de redevabilité pour les personnes qui se déplacent. Il ne s'agit pas seulement des réunions qui comptent, mais aussi entre les réunions, les participations inter-réunions. Il faut qu'il y ait un certain modèle de transparence parce qu'on a ce genre de modèle pour le reste de la communauté. On doit être redevable. Il faudrait ajouter quelque chose à ce processus, quelque chose qui nous serait utile pour vraiment voir quelles sont les données de redevabilité.

SERGIO SALINAS PORTO :

J'ai entendu beaucoup d'opinions venant de différentes régions. J'ai écouté toutes ces opinions venant de différentes régions et

maintenant, j'ai un peu un panorama distinct et je vois que ce qu'on a dit aujourd'hui a beaucoup plus de sens que ce qu'on a dit auparavant.

Jonathan, l'ALAC ne peut pas définir qui va voyager ou qui ne va pas voyager ; la région doit prendre la décision. À chaque fois qu'il y a des élections, on sait qui sont les représentants, le président, le secrétaire, etc. La définition de qui va participer au voyage, qui va participer à tel ou tel groupe, cette décision fait partie de la décision régionale. Il est important que ces décisions soient prises au niveau régional et pas dans ce groupe. Sinon, on ne fait pas les choses comme il le faut. On peut se séparer. Si vous voulez, on dissout les régions, mais on ne peut pas continuer comme cela. C'est l'objectif qu'on a mis en place depuis des années et c'était l'objectif qu'avait mis Cheryl en place il y a bien des années.

JONATHAN ZUCK :

Juste pour être clair, ce n'est pas mon objectif. Par contre, mon objectif est que les régions se concentrent sur le travail au niveau régional ; c'est un de mes objectifs. Je veux aussi que les personnes dont nous avons le plus besoin aux réunions participent aux réunions. Comment faire cela de la meilleure façon ? Je ne sais pas, je n'ai pas la réponse, mais ce ne peut pas être une décision subjective de qui que ce soit. C'est le seul élément que je dis ici.

Les responsables des régions font partie des mêmes comités que les responsables de l'ALAC. S'agissant des voyages, la même chose s'applique à tout le monde. Mais il est important de savoir que vous avez des représentants, qu'il faut pouvoir interagir avec eux, qu'il faut

pouvoir les guider quant à la meilleure façon d'entamer ces discussions. Vous savez, ils ne sont pas arrivés de la Lune, c'est vous qui les avez inclus dans l'ALAC, qui les avez élus pour participer à l'ALAC. Personne ici n'essaie d'usurper le rôle des régions. Les régions sont une part intégrante de nos discussions.

Voulez-vous peut-être répondre ? Dans ce cas, je vais vous laisser répondre et passer la parole à une autre personne après.

ALAN GREENBERG :

Pour être clair, l'ALAC a eu l'occasion d'éliminer purement et simplement les ALS et de défranchiser les RALO. Un rapport recommande même de faire de cette façon. La seule chose que nous avons à faire est de dire oui. Mais au lieu de cela, certains d'entre nous ont passé des centaines et des centaines d'heures pour démontrer au Conseil d'Administration que ce n'est pas ce que nous voulions faire. Cheryl faisait partie de ces personnes. Accuser Cheryl et lui dire qu'elle veut se débarrasser des RALO n'est pas une bonne chose. Nous avons décidé de ne pas nous débarrasser des RALO et maintenant, nous avons la responsabilité d'assurer que nous utilisions les ressources de l'ICANN de manière efficace. Un point c'est tout.

JONATHAN ZUCK :

Natalia.

NATALIA FILINA :

Merci beaucoup. Est-ce que vous m'entendez ? Parfait, merci. Je suis heureuse de tous et toutes de vous revoir.

Je ne vais peut-être rien dire de nouveau, mais je dirai que ces discussions sont très sensibles. Quand on parle de la participation aux activités, de la réussite, de la mise en œuvre de nos recommandations, il faut aussi nous rappeler qu'ici, on gère des bénévoles, des volontaires. On ne peut pas agir de la même façon que des grandes entreprises commerciales. La qualité et la fréquence de la participation de certaines personnes dépendent de spécificités liées aux régions, des ressources, des partenariats conclus avec ces régions. Certaines personnes m'ont déjà dit qu'on nous parle de temps, d'argent. C'est très important. Nous devrions nous rendre compte que le point de départ pour nombre d'entre nous est très différent pour nombre d'ALS. Et quand on parle de l'établissement d'indicateurs, on doit aussi parler des sujets sensibles et nous devons cibler les sujets que nous abordons, notamment en fonction des différents groupes d'ALS, des différents membres et des différentes régions.

Autre point, il y a des membres, des participants qui travaillent au niveau régional, au niveau local, qui sont très efficaces. Mais parallèlement, nous avons aussi des membres, des représentants des ALS qui travaillent au niveau mondial. La différence ici est très importante. Je pense que nous sommes comme les responsables et dirigeants de RALO. C'est peut-être difficile à imaginer, mais nos processus internes ne sont pas encore les meilleurs. Aussi, peut-être que nous devrions travailler à nos processus en interne et déterminer

ce qu'on fait pour les représentants des ALS. Qu'allons-nous faire en tant que responsables pour changer la situation ? Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci beaucoup, Natalia. C'était un point très important.

Je voudrais mentionner deux choses qui parfois sont ignorées. Nous avons aussi des bénévoles non élus qui travaillent énormément et nous voulons nous assurer qu'ils soient dans la meilleure position pour effectuer leur travail.

Il y a aussi des cas où nous avons besoin de davantage de flexibilité. Heidi, par exemple, a demandé qu'à Kigali nous augmentions le nombre de membres des ALS pour qu'ils puissent participer aux réunions de l'ICANN. Donc, on essaie actuellement de libérer davantage de possibilités de voyage pour avoir plus de participants à nos réunions. C'est du donnant-donnant. Si l'on veut faire cela, il va falloir retirer des créneaux pour certaines personnes. Par exemple, une fois, APRALO avait amené des étudiants et peut-être qu'on pourrait débloquer des sources de financement pour les programmes pour les jeunes. Tout cela doit être pris en compte lorsqu'on développe notre politique de voyage, de déplacement. Nous devons aussi trouver des façons de récompenser ces personnes qui travaillent énormément et leur permettre de se déplacer. Bien sûr, tout le monde est impliqué dans cette discussion.

J'avais encore quelques diapositives, mais je suis assez fatigué je dois dire. Peut-être que nous pouvons ajourner cette réunion un peu plus tôt que prévu. Je voudrais vous remercier toutes et tous pour votre

participation à cette discussion. Je ne prétends pas avoir toutes les réponses, ce n'est certainement pas le cas. Nous tentons d'atteindre des objectifs. D'autres groupes de l'ICANN tentent de faire de même. L'idée est d'objectiver le processus de déplacement des voyages pour que les personnes dont nous avons besoin puissent venir participer à nos réunions. Nous ne sommes que l'un des nombreux groupes qui sont confrontés à des problèmes à ce niveau-là. Merci beaucoup pour chacune de vos contributions.

Marita a levé la main.

MARITA MOLL :

Merci. Bonjour à toutes et à tous. Cette discussion a été difficile, mais je pense que nous devons nous rappeler que même si nous avons ce genre de discussion, nous travaillons tous vers le même objectif. Nous sommes un modèle multipartite, c'est comme cela que ça fonctionne à l'ICANN, et nous devons démontrer ce qui fonctionne. Nous sommes le seul système multipartite qui dispose d'un groupe d'utilisateurs finaux. Donc, essayons de faire en sorte que nous démontrions aux autres qu'il est dans notre intérêt à toutes et à tous que ce système fonctionne et que nous sommes à même de résoudre ce genre de problème. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Marita pour votre sagesse.

et indicateurs stratégiques

ABDULKARIM OLOYEDE : Je voulais juste indiquer que je n'ai aucun problème vis-à-vis de tout ce que vous avez dit. L'Afrique va avoir plus de créneaux de participation pour la prochaine réunion, mais je ne pense pas qu'il soit judicieux que vous en parliez de façon si légère. C'est quelque chose dont on doit parler en profondeur et de manière sérieuse.

JONATHAN ZUCK : La décision n'a pas encore été prise. Je disais juste que c'est une possibilité, c'est tout. C'est du moins ce qu'on essaie de faire. On essaie d'élaborer un processus.

Merci encore une fois à toutes et à tous, je vais vous donner cinq minutes de plus pour votre pause-déjeuner. Merci beaucoup pour ces discussions et merci également aux interprètes qui ont travaillé dur lors de cette réunion.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]